



CONVERGENCES 11

Feuille d'infos apériodique de l'Espace de Convergences de Caen - 22 décembre 2018 - Prix libre
Pour recevoir des infos, les prochains numéros en version numérique, prendre contact : maraiscaen@laposte.net
Reproduction /diffusion libre et vivement encouragée...

S'organiser pour durer et grandir...

Le mouvement des gilets jaunes a fait trembler le pouvoir comme jamais depuis 68. Ça n'est pas rien ! Mais le pouvoir (l'État et les capitalistes) ne se laisse jamais attaquer sans réagir. Depuis le 8 décembre, il a mis le paquet pour reprendre la main face au mouvement des gilets jaunes : matraquage politico-médiatique en règle, répression tout azimuth, concessions de façade avec concert de violons et « ouverture du dialogue » qui va tout changer... pour que rien ne change vraiment...

Le mouvement des gilets jaunes est donc terminé. Enfin, c'est ce que prétend le gouvernement et ses chiens de garde médiatiques... Aujourd'hui, pourtant, c'est acte 6 ! La colère sociale est intacte. Le soutien aux gilets jaunes reste très fort. Il y a toujours des centaines de ronds-points occupés. La police (merci qui l'augmentation ?) en évacue plein mais les gilets jaunes reviennent souvent... Et vu l'affluence et l'ambiance qui régnait à l'Assemblée Générale des gilets jaunes qui s'est tenue hier soir au squat du Marais à Caen (suivie, direct, par un blocage de la zone industrielle d'ifs), **ça sent pas le « retour à la normale » ... N'empêche que le mouvement des gilets jaunes est face à plusieurs questions cruciales :**

S'ORGANISER :

Un peu partout des assemblées de gilets jaunes se tiennent, tentent de devenir régulières, de mieux organiser et coordonner les actions de blocage comme de popularisation, la logistique, la solidarité contre la répression, la communication entre les piquets et groupes de gilets jaunes, la liaison avec les autres secteurs de la population qui entrent en lutte. Des commissions ou groupes de travail spécialisés se mettent souvent en place au sein des assemblées pour gérer ces aspects concrets et incontournables de la lutte. Il s'agit d'essayer d'éviter l'épuisement, le côté parfois brouillon et désordonné de certaines actions, de gagner en efficacité et en visibilité.

S'organiser en assemblées générales et régulières permet aussi de se rencontrer à plus grande échelle, d'apprendre à se faire confiance même si on est pas de la même localité, du même piquet, du même groupe de gilets jaunes. **Il y a pas mal de petits « clans » qui ne s'entendent pas toujours chez les gilets jaunes et un enjeu important va être de réussir à « jouer plus collectif », à se coordonner de manière horizontale sans chef-fe-s, dans le respect de notre diversité...**

DURER : S'organiser, apprendre les un-e-s des autres en discutant collectivement, établir des liaisons solides entre nous et avec les autres luttes sociales prend du temps. Il faut que nous soyons capables de nous donner nous même du temps si on veut continuer à avancer. Il est évident qu'on ne mettra pas fin à des décennies d'inégalités et d'injustices en quelques semaines ou même quelques mois. Il ne s'agit évidemment pas de renoncer à agir directement et régulièrement mais d'inscrire le mouvement dans le temps afin de pouvoir le renforcer face à un gouvernement qui mène une sale guerre d'usure contre les gilets jaunes.

GRANDIR : C'est la question du nombre. Elle est fondamentale. Nous avons fait trembler le pouvoir à quelques centaines de milliers de personnes déterminées mais **il faudra réussir à se rassembler et à agir à plusieurs millions si on veut avoir un rapport de force suffisant pour arracher les moyens d'une vie plus digne.**

Le mouvement des gilets jaunes a ouvert une brèche dans la résignation. Des mouvements de luttes sectoriels sont apparus ou vont apparaître dans son sillage. Il va falloir aller à la rencontre de ces luttes, des gens qui les font vivre et de tous-tes ceux et celles qui sympathisent avec le mouvement mais n'y participent pas activement et régulièrement, qui n'y ont pas encore trouvé leur place.

Y a du pain sur la planche mais ils nous ont tellement serré la ceinture qu'on a plus grand-chose à perdre... On est loin d'avoir fini de les inquiéter...

GILETS JAUNES, LYCÉEN-NES, ÉTUDIANT-E-S, RÉFORMES DU CHÔMAGE ET DES RETRAITES...



JOYEUX MERDIER EMMANUEL !

QUAND LA FRANCE S'EMBRASE...(encore)

Nouveau panorama de la mobilisation des gilets jaunes au 15 décembre. En s'appuyant sur la presse régionale car les médias capitalistes nationaux filtrent ces infos pour minimiser le mouvement...

Les manifs se sont poursuivies aux 4 coins du pays même si l'affluence a globalement baissé.

Des affrontements ont encore eu lieu à Paris, Nantes, Lyon, St Étienne, Toulouse, Dijon, Avignon, Bordeaux, Besançon, Marseille mais de manière moins intense qu'auparavant.

À Paris, tout a été fait pour tenter d'empêcher des cortèges de se constituer.

De nombreux cars de manifestant-e-s bloqués purement et simplement aux péages près de Paris. Nombreux trains venant de province annulés et une quarantaine de stations de métro fermées pour empêcher les gens de rejoindre la mobilisation (même stratégie aussi à Toulouse où trains, trams et bus restent aux dépôts pour empêcher les manifs).

La police a nassé la plupart des rassemblements initiaux qui devaient ensuite partir en manif. Nombreuses charges et tirs de lacrymos et flash-ball pour disloquer dès le début tout attroupement.

Le gouvernement cherche à invisibiliser le mouvement en menant également une vague d'expulsions sur les ronds-points occupés. Entre samedi 15 et mercredi 19, 170 évacuations ont eu lieu. Parfois les gilets jaunes démontent leurs installations, parfois elles sont incendiées sur place, parfois il y a des affrontements avec la police (près de Béziers par exemple). Parfois ces ronds-points sont réoccupés dès que la police est partie. **Il en resterait encore environ 300 d'occupés.**

Les médias cherchent également à invisibiliser le mouvement en le déclarant moribond... et en parlant tout simplement d'autres choses. Des péages ont de nouveau été incendiés par des gilets jaunes dans le sud (Bessan, Orange, Narbonne, Perpignan...) : une quinzaine en tout depuis le début du mouvement.

La population soutient encore très majoritairement le mouvement, à 70%.

Un peu partout des assemblées régulières de gilets jaunes se mettent en place au niveau local, départemental ou parfois régional pour coordonner les actions, s'organiser pour durer, faire converger les luttes...

Rubrique « santé »

PROTECTION CONTRE LES TIRS DE FLASHBALL ET LBD

| | | |
|---|--|--|
| <p>PARAPLUIE CANNE</p> | <p>BALLE DE FLASHBALL</p> | <p>MUNITION DE LBD</p> <p>BALLE D'IMPACT</p> <p>DOUILLE</p> <p>DE TYPE SPARTAN</p> |
| <p>PARAPLUIE</p> <p>DEVIATION DE LA BALLE</p> | <p>BIEN PROTÉGER LA TÊTE DERRIÈRE LE PARAPLUIE</p> | |

Appel des gilets jaunes de Commercy à la formation d'assemblées populaires

Depuis près de deux semaines le mouvement des gilets jaunes a mis des centaines de milliers de personnes dans les rues partout en France, souvent pour la première fois. Le prix du carburant a été la goutte de gasoil qui a mis le feu à la plaine. La souffrance, le ras-le-bol, et l'injustice n'ont jamais été aussi répandus. Maintenant, partout dans le pays, des centaines de groupes locaux s'organisent entre eux, avec des manières de faire différentes à chaque fois.

Ici à Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations-services, et des barrages filtrants. Dans la foulée nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des « soupes solidaires » pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région ! C'est à dire quelques personnes qui deviendraient les seuls « interlocuteurs » des pouvoirs publics et résumeraient notre diversité.

Mais nous ne voulons pas de « représentants » qui finiraient forcément par parler à notre place !

À quoi bon ? À Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le Préfet : ceux-ci font DÉJÀ remonter notre colère et nos revendications. Ils savent DÉJÀ qu'on est déterminés à en finir avec ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incar-

nent !

Et c'est bien ça qui fait peur au gouvernement ! Car il sait que s'il commence à céder sur les taxes et sur les carburants, il devra aussi reculer sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires, et tout le reste ! Il sait aussi TRÈS BIEN qu'il risque d'intensifier UN MOUVEMENT GÉNÉRALISÉ CONTRE LE SYSTÈME !

Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des « représentants » : c'est pour nous encadrer et nous enterrer ! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer.

Mais c'est sans compter sur la force et l'intelligence de notre mouvement. C'est sans compter qu'on est bien en train de réfléchir, de s'organiser, de faire évoluer nos actions qui leur foutent tellement la trouille et d'amplifier le mouvement !

Et puis surtout, c'est sans compter qu'il y a une chose très importante, que partout le mouvement des gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat ! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où « ceux qui ne sont rien » comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons ! Et ça part de la base !

Si on nomme des « représentants » et des « porte-paroles », ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. Ces soi-disant « représentants du peuple » qui s'en mettent plein des poches, qui font des lois qui nous pourrissent la vie et qui servent les intérêts des ultra-riches !

Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représen-

tation et de la récupération. Ce n'est pas le moment de confier notre parole à une petite poignée, même s'ils semblent honnêtes. Qu'ils nous écoutent tous ou qu'ils n'écoutent personne !

Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance.

Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de gilets jaunes se dotent d'une cabane comme à Commercy, ou d'une « maison du peuple » comme à Saint-Nazaire, bref, d'un lieu de ralliement et d'organisation ! Et qu'ils se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité !

C'est comme ça qu'on va gagner, parce que ça, là-haut, ils n'ont pas l'habitude de le gérer ! Et ça leur fait très peur.

Nous ne nous laisserons pas diriger. Nous ne nous laisserons pas diviser et récupérer.

Non aux représentants et aux porte-paroles autoproclamés ! Reprenons le pouvoir sur nos vies ! Vive les gilets jaunes dans leur diversité !

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE !

Si vous vous retrouvez dans les bases de cet appel chez vous, dans votre groupe local de gilets jaunes, ou autre, contactez-nous sur giletsjaunescommercy@gmail.com et coordonnons-nous sur la base d'assemblées populaires et égalitaires !

Pacte de Marrakech : une tentative foireuse d'intox de la part de l'extrême droite

Début décembre, l'extrême droite a beaucoup fait circuler sur les réseaux sociaux des rumeurs sur le « Pacte de Marrakech », un texte de l'Organisation des Nations Unies sur la gestion des migrations. On nous annonçait la « vente de la France », « l'arrivée de millions de migrant-e-s » et autres délires du genre... **En réalité, le Pacte de Marrakech est juste un énième texte de l'ONU qui rappelle la nécessité de lutter contre le racisme, qui invite les États à mieux coordonner leurs politiques migratoires tout en respectant les droits humains des migrant-e-s. C'est un texte non contraignant, qui n'engage à rien les États signataires, qui ne contient ni programme politique concret ni objectifs chiffrés.**

Une déclaration de belles intentions comme il y en a eu des tas d'autres de la part de l'ONU sur les droits de l'homme, contre la faim ou la guerre dans le monde... sans que ça n'empêche rien malheureusement. L'extrême droite a juste cherché, à coup de fausses infos grossières, à susciter de la peur, à « faire le buzz » et à ramener sur le devant de la scène ses thématiques racistes, nationalistes et sécuritaires. **Si on parle de ça, c'est parce que qu'au cours de cette campagne de désinformation et de manipulation, l'extrême droite a particulièrement visé le mouvement des gilets jaunes, qu'elle aurait beaucoup aimé pouvoir récupérer politiquement...**

Ces tentatives de récupérations ne fonctionnent pas dans la grande majorité des cas mais l'extrême droite essaye quand même, comme à Lyon ou Chambéry, où des fachos ont parfois réussi à prendre la tête des manif de gilets jaunes avec des banderoles aux slogans douteux, en profitant du fait que la majorité des gilets jaunes ne les avaient pas identifiés. Heureusement, dans ces villes, des communiqués de protestation du mouvement local des gilets jaunes, une vigilance accrue en manif, des huées (et parfois quelques échanges plus musclés) ont permis de virer ces sales types.

À Caen, l'ultra droite est peu développée. Une petite dizaine de militants du Parti De La France et de Génération Identitaire se sont montrés à la manif du 1er décembre mais ont vite été repérés et « invités à se barrer » par des gilets jaunes. On les a pas revu depuis. Ils passent pas sur les piquets. Le PDF local a juste fait circuler une photo en début de mouvement où on les voit tenir, en gilet jaune, une banderole anti-immigrée à plus de 200 mètres d'un blocage à Ifs, banderole qu'ils ne se sont visiblement pas risqués à déployer directement sur le piquet... Il y a aussi le cas de Patrick Bunel, un ancien du MNR de Mégrat (une scission du FN) qui a tenté de se faire passer pour un représentant local des gilets jaunes et qui s'est retrouvé bien grillé quand les gens ont connu ses orientations d'extrême droite... **Tout est décidément bon pour faire croire qu'ils mènent un mouvement qui leur échappe largement et dont les revendications sociales de hausses des bas salaires, des petites retraites et des minimas sociaux**

leurs sont étrangères.

Ces groupuscules ne pèsent rien dans le mouvement. **Il n'y a que le Rassemblement National de Marine Le Pen qui contrôle des piquets dans certaines campagnes ou petites villes où le vote RN est fort et où il y a de petites équipes militantes. En général dans ce cas là, les militant-e-s RN avancent masqué-e-s, essayant de distiller en douce le programme puant de leur parti et de faire de la retape électorale, tout en rejetant les autres gilets jaunes qui ne partagent pas leurs idées, afin de garder le contrôle de « leurs » petits ronds points.** Et, en général, c'est tout ce les militant-e-s RN font car ils et elles s'abstiennent généralement de participer aux actions de blocage économique qui impactent le patronat ou de se froter à leurs ami-e-s de la police, qui répriment le mouvement des gilets jaunes pour le compte du gouvernement Macron.... Bref, y servent à rien et ne visent que leurs intérêts partisans, en tentant de jouer sur la précarité, les frustrations, les peurs du terrorisme, de l'islam pour désigner les immigré-e-s comme responsables de problèmes générés en fait par la soif de profit, de pouvoir, d'exploitation des humain-e-s et de la nature et de guerre qui caractérise le système capitaliste aux 4 coins de la planète.

Et, puisqu'on aborde le sujet, tordons un peu le cou à certains préjugés véhiculés par l'extrême droite qui visent à diviser et mettre les pauvres en concurrence entre eux et elles selon leurs nationalités. Les étranger-e-s ne peuvent toucher les allocations (familiales, logement) travailler légalement que s'ils et elles ont des papiers : un titre de séjour autorisant le travail suite à une demande d'immigration ou d'asile (près de 60% des demandes d'asile sont refusées). Ils et elles ne touchent le chômage que s'ils et elles ont suffisamment cotisé-e, en travaillant légalement. Les immigré-e-s n'ont droit au RSA que s'ils et elles ont un titre de séjour et une autorisation de travail en France depuis au moins 5 ans OU s'ils et elles bénéficient du statut de réfugié-e-s, d'apatrides ou de la « protection subsidiaire ». Les demandeur-euses d'asile ont interdiction de travailler et n'ont droit à aucune aide sociale autre que l'ADA, Allocation de Demandeur-euses d'Asile (mais ils-elles peuvent être soigné en cas de problèmes de santé et inscrire leurs enfants à l'école), qui leur est donné justement parce qu'il leur est interdit de bosser le temps d'étudier leur demande d'asile (4 mois en moyenne). Le montant de l'ADA : 6,80 euros par jour (soit environ 200 euros par mois, 340 euros de moins que le RSA) pour une personne seule hébergée en centre d'accueil pour demandeur-euses d'asile, 10,20 euros/jour pour un couple hébergé et 3,40 euros/jour de plus par enfant. Un montant supplémentaire de 5,40 euros/jour est donné par personne en cas de non hébergement en centre d'accueil parce que dans ce cas là, c'est le plus souvent dans la rue que (sur)vivent les étranger-e-s...